

Les peuples civilisés ont aboli l'esclavage;
à Lille, les Boches l'ont rétabli.

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-81
Après 9 heures : GUT. 76-63.

Directeur

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Courrier d'Allemagne

VERS

1^e

cinquième emprunt

L'Allemagne n'a guère emprunté, depuis le commencement de la guerre, que trente-six milliards de marks, qui font environ quarante-cinq milliards de francs. Je ne parle, bien entendu, que de ses quatre grands emprunts et je néglige les bons du Trésor et les autres expédients à courts termes.

Lorsqu'elle conclut, il y a environ quatre mois, son dernier emprunt, sa dette se montait à une cinquantaine de milliards. Nous pouvions donc annoncer, sans courir grand risque d'erreur, qu'elle serait dans l'obligation d'emprunter encore avant peu.

Selon toute vraisemblance, le cinquième emprunt se situera au début du mois d'octobre.

Et déjà on le prépare.

Dès le 6 juillet, la *Neue Freie Presse*, de Vienne, nous faisait prévoir l'événement. Elle s'élevait, en effet, avec véhémence contre les soixante-sept sociétés allemandes qui, pendant le premier semestre de 1916, avaient osé procéder à des augmentations de capital atteignant quatre-vingt millions de marks.

Quel besoin les sociétés industrielles, déclarait en substance la *Neue Freie Presse*, ont-elles de tant d'argent ? L'argent du public doit être réservé à l'Etat.

Ce n'était qu'une campagne de presse. Bientôt les interventions administratives suivirent.

Il ne s'agissait plus seulement de réduire les entreprises industrielles à la portion congrue, il fallait encore museler la spéculation. Défense fut faite aux banques de l'aider de leurs deniers. Les vendeurs furent contraints de livrer leurs titres dans les trois jours et les acheteurs de faire immédiatement l'appoint de leurs achats.

Du coup, il n'y eut plus de transactions à la Bourse de Berlin, et plus ne fut besoin de coter les cours. Ce fut d'ailleurs tout bénéfice. De la sorte, on prévenait toute panique possible. On ne fermait pas la Bourse, on se contentait de lui interdire toute transaction.

Plus de spéculation. Plus de placements industriels. Les capitalistes n'auront, dès lors, plus l'inquiétude de chercher un autre placement que les valeurs d'Etat. Le meilleur moyen pour triompher de la concurrence, c'est encore de la supprimer.

On pourra insinuer que c'est dangereux, mais on sera forcé de convenir que c'est simple.

D'ailleurs on ne s'arrêta pas là. Les capitalistes sont astucieux, les gens qui ne veulent point donner leur argent sont habiles à le cacher et, somme toute, en matière financière tout au moins, la contrainte ne suffit pas à tout. Voilà pourquoi, sans doute, le système de la carte forcée va se doubler dorénavant d'un système de primes.

Déjà la *Reichsbank* cède les traites du Trésor, à échéance du 30 septembre, au taux d'escompte privilégié de 4 1/2 0/0, pour peu que l'acheteur s'engage à les laisser en dépôt et à les employer en souscription au futur emprunt.

Par ailleurs, les banques se sont mises d'accord pour servir à leurs clients, qui ont des dépôts en comptes-courants, non plus un intérêt de 1 1/2, mais bien un intérêt de 4 1/2 0/0 toujours sous la condition qu'ils emploieront leurs dépôts en souscription à l'emprunt d'Etat. Ils n'auront donc point trop à regretter de ne pouvoir plus placer leur argent en reports.

Toute cette construction est évidemment fort ingénieuse. Elle est de nature à consoler l'Allemagne de n'avoir plus le docteur Helfferich pour ministre des finances. L'Etat va se trouver en mesure de monopoliser la fortune nationale.

Ces mesures sont-elles de nature à faciliter les transactions et, comme on dit, « les affaires » ? C'est une autre question. Il est grave évidemment de fermer, du moins virtuellement, la Bourse, qui est le moyen normal de contrôle de toutes les entreprises industrielles, déjà gorgées de bons du Trésor et de papiers d'Etat.

Un admirateur du docteur Helfferich disait de lui :

— C'est le plus grand financier que l'on ait vu depuis Law.

Law a mal fini. Helfferich est dorénavant ministre de l'intérieur et vice-chancelier. Il reste à savoir quel sera le destin du successeur d'Helfferich.

J. Robert

New-York ouvre l'œil

Toute la presse germano-yankee aboie aux chausses du président Wilson parce qu'il a acheté les Antilles danoises.

— C'est trop cher ! crient les uns.

— C'est de la politique électorale ! renchérissent les autres.

A parler franc, le morceau était guigné par l'Allemagne. Jamais les Américains de naissance allemande n'ont étalé aussi naïvement qu'ils ont deux patries, entre lesquelles, si leurs intérêts viennent à se choquer, ils n'hésitent pas une minute.

L'île Saint-Thomas est si loin d'être une acquisition « électorale » qu'elle représente pour les Etats-Unis une sérieuse épine hors du pied, et pour la *Weltpolitik* du kaiser une perte irréparable. Vous pouvez m'en croire : j'ai quelque peu caboté dans cette mer des Antilles, qui n'est pas autre chose que la grande rade du canal de Panama, c'est-à-dire, avec le canal de Suez, l'un des deux points critiques de la planète, et le centre commercial du XX^e siècle.

C'est pourquoi la France ne vendra jamais la Martinique et la Guadeloupe, et l'Angleterre n'échangera pas pour un empire son jardin enchanté de la Jamaïque (un jardin que je vous recommande ! il y a des moustiques, mais quelques orchidées !), ni les îles Bahama, ni sa collection des Petites-Antilles.

Les Etats-Unis ont fait la guerre à l'Espagne pour contrôler Cuba. L'an dernier, ils ont achevé leur mainmise sur les deux républiques noires de Saint-Domingue. Regardez une carte. Vous verrez que le chapelet antillien, dont les petits grains appartiennent aux Anglo-Français, et les gros grains aux Américains, ne présentent plus qu'un point noir : c'était cette Antille danoise de Saint-Thomas, bon mouillage pour grands bateaux, placé là comme le fermoir du collier.

De nul intérêt entre les mains d'une petite puissance telle que le Danemark, l'île, aux mains de l'Allemagne, fut devenue un nid de sous-marins capable d'infester le canal de Panama aussi sûrement qu'une bande de requins bloque une plage de baigneurs. Les Boches devaient d'autant plus y songer qu'ils n'ont pas un seul îlot où prendre pied dans tout l'Océan ! La Petite-Antille nollandaise de Curaçao reste maintenant pour eux la seule proie possible. Mais, sans compter qu'elle est beaucoup plus excentrique, les Américains, à la première tentative, leur feraient vite passer le goût de ce curaçao.

L'Allemagne est donc évincée de l'Atlantique, et c'est le gouvernement de Washington qui l'en évince de propos délibéré. Preuve que les Etats-Unis ont ouvert l'œil sur le danger boche ! Les crailleries de leur presse germanophile achèveront de les édifier. Bonne journée pour les Alliés !

Maurice de Waleffe

Dernières nouvelles de Guillaume

Si vous n'êtes pas content des dernières dépêches d'hier, vous êtes vraiment obstinés. N'avez-vous pas lu

SES CHEVEUX BLANCS ?

Oui, mesdames ! oui, messieurs ! ses cheveux sont blancs et il ne les teint pas ! Ses cheveux sont blancs et son visage est marqué et creusé du plus profond découragement. Tout le monde le sait à Amsterdam, à Copenhague, à Stockholm et à Christiania ! *We are down hearted* ! — No ! — Mais il l'est, lui, c'est l'essentiel. Ses cheveux sont blancs et il a vieilli de deux ans au moins ! et si vous n'arrivez pas à me croire, attendez le journal illustré français — et bien français — qui nous le montrera la semaine prochaine plus blanc et plus découragé encore !

L'heure est proche, — six heures trente ! — et la victoire en chantant... Ce n'est pas tout ; il y a

SES LARMES !

Il a pleuré ! il pleure, comme jadis après la Marne, après l'Yser, au début de Verdun, comme il pleurera après la Somme, après la Meuse, après le Rhin. Il a le don des larmes !

Les jours se suivent...

Par la tête

« Le monopole des dépôts ? Vous n'arriverez à rien de ce côté, m'écrivit un lecteur ; si juste que soit votre thèse, surtout en temps de guerre, n'oubliez pas qu'en France les établissements de crédit sont les maîtres de l'Etat. On l'a bien vu au commencement de la guerre : comme il leur était impossible de restituer les dépôts à vue, la plupart de nos grandes banques se trouvaient dans une situation très critique. Le mieux eût été peut-être de leur dire : « Débrouillez-vous ! » en les laissant expier leurs fautes. On a préféré les tirer d'embarras par un moratoire, qui a légalisé l'abus de confiance et paralysé pour longtemps la vie économique. Entre la ruine du commerce national et la ruine de banques antinationales, chez nous on n'hésite pas : ce sont les banques que l'on sauve... »

Et mon lecteur qui se dit « bien renseigné » m'explique en détail la manière dont les établissements de crédit gardent la haute main sur nos finances ; il analyse leur système d'« assurances contre l'Etat », nomme leurs « agents de liaison » avec le ministère et le Trésor. Mais nous ne voulons mettre personne en cause, tant que nous n'aurons pas épuisé les arguments de principe.

Un autre lecteur nous rappelle à propos que la question du privilège de la Banque de France va bientôt se poser. Plus ou moins « spontanément », les chambres de commerce émettent des vœux pour que « le gouvernement en saisisse le parlement sans délai ». Pourquoi ne pas lier la question des dépôts à celle du privilège ?

Si la Banque de France est réputée comme notre « premier établissement de crédit », pourquoi ne pas lui confier la charge d'organiser le crédit plus largement, et dans des conditions qui seraient tout ensemble plus favorables à l'Etat et aux particuliers ? Ne cessera-t-on pas d'abandonner aux parasites et aux commis de l'étranger le plus clair de nos ressources ?

Instruits par les leçons de la guerre, tous conviennent que notre vieux système bancaire devra se transformer pour répondre aux besoins nouveaux. Mais n'est-ce pas par la Banque de France elle-même qu'il sied de commencer la réforme ?

Gustave Téry

L'ŒUVRE publiera prochainement

LE FEU

Journal d'une Escouade

par HENRI BARBUSSE

Mais il a tort de pleurer devant le monde : ça se sait, tout se sait... Peut-être aussi veut-il qu'on sache qu'il pleure. Ah ! ah ! pour nous faire plaisir !

Il est si malin !
Peut-être aussi veut-il que l'Allemagne le console, s'attendrisse, s'apitoie. Il pleure ! il a donc ses raisons qui ne sont pas les nôtres, et je vous jure que s'il n'avait pas du chagrin, du vrai chagrin, un chagrin de désespoir, le chagrin de la fin de tout, peut-être éviterait-il de pleurer en public, pour le public, — comme le crocodile.

Quant à son fils

SON FILS !

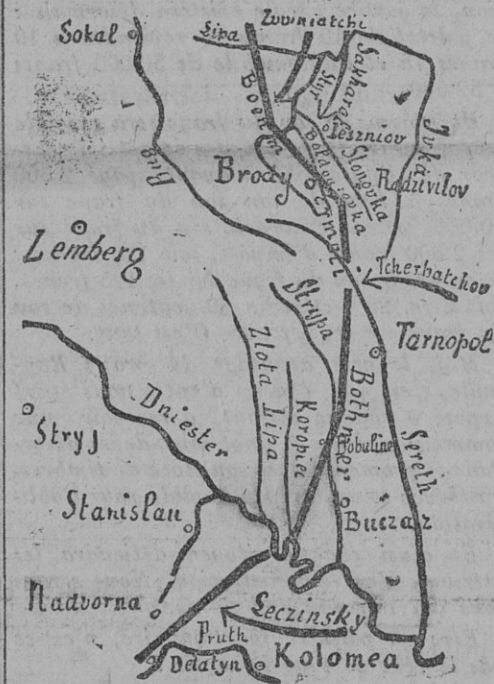
Quelqu'un d'admirablement informé, — parbleu ! — m'a affirmé qu'il était seul, effroyablement seul, à Stenay, abandonné par sa garde, ses généraux, son état-major, par tous. L'an dernier, il était mort, depuis il a été fou ; maintenant son désespoir n'attendrit plus que la fille d'un gendarme, — d'un gendarme pourtant sans pitié, — qui veille sur son désespoir pour qu'il n'échappe pas sans doute aux Euménides ! Mais il vit, il n'est pas fou, c'est navrant !

Attendez la semaine prochaine une dépêche d'Amsterdam qui nous annoncera sa fin ou sa démente, pour que nos grands quotidiens tachent de nous la faire admettre, une fois de plus. — L'OUVRIER.

LA SITUATION STRATÉGIQUE des armées autrichiennes

J'ai dit hier que les succès remportés par les Russes dans la région de Lezniov et de la Slonovka pourraient avoir de grosses conséquences pour les armées ennemies que commandent Boehm-Ermoli et Bothner. On me demande des explications. Voici :

Les troupes autrichiennes, renforcées de quelques contingents allemands, qui constituent la première de ces deux armées, luttent en ce moment péniblement contre l'armée russe de Sakharof. Celle-ci les a refoulées successivement au delà de la Lipa inférieure, sur la rive gauche du Styr, et au delà de la Slonovka, sur la rive droite. Déjà les avant-gardes slaves attaquent les passages de la Boldourovka qui prend sa source près de Brody, et menacent de tourner cette ville par le nord.



D'autre part, une autre armée russe, sous les ordres de Tcherbatchof, a sa droite à Radzivilov, son centre à l'ouest de Tarnopol, sa gauche entre Strypa et Koropiec.

Or, cette armée Tcherbatchof n'est certes pas destinée à rester indéfiniment l'arme au pied.

Déjà on annonce des combats dans la région marécageuse au nord-ouest de Radzivilov ; ces combats sont très vraisemblablement livrés par les troupes qui occupaient ce point, de telle sorte que la prise de Brody, attaquée par le nord et par l'est, est imminente.

Il suffit de regarder la carte pour se rendre compte que, après l'entrée des Russes dans cette ville, l'armée de Boehm-Ermoli, menacée de flanc par Sakharof, poussée de front par Tcherbatchof, sera bien forcée de se retirer dans la direction de Lemberg.

Sans doute ses arrière-gardes trouveront une série de coupures facilitant une résistance pied à pied ; mais, quelque lente que soit la retraite, elle découvrira néanmoins la gauche de l'armée Bothner, si celle-ci s'obstine à rester dans ses positions actuelles en face de Tarnopol.

Il y a donc tout lieu de croire que la retraite de Boehm-Ermoli entraînera celle de Bothner.

De plus, après la débâcle de l'armée Pflanzer-Ballin qui opérait en Bukovine, celui-là a dû étendre sa droite entre Dniester et Pruth, tant pour recueillir les troupes de son collègue en déroute que pour arrêter l'avance de Letchitsky vers Stanislan.

Mais on aura beau chercher à la renforcer avec les quelques bataillons retirés du Monténégro et de Serbie, on aura beau appeler les Turcs à la rescousse (je ne crois guère, d'ailleurs, aux informations qui rapportent ce dernier fait), il semble que cette droite se trouvera bientôt dans une situation aussi critique que la gauche.

Letchitsky n'attend que le jour très prochain où le Dniester et ses affluents seront rentrés dans leur lit, pour reprendre ses opérations au nord de Kolomea.

Tel est le danger que je signalais hier pour les deux armées autrichiennes.

La vigueur avec laquelle nos alliés poussent leur offensive nous permet d'espérer qu'elles n'y échapperont point.

Général Verraux

(Lire en 2^e page les communiqués officiels français et brianniques.)

La vraie psychologie de nos blessés

Je viens de passer quelques semaines dans un de ces cloîtres de guerre qu'on appelle hôpitaux militaires. Oserai-je dire — pour ceux dont le pessimisme s'étend généreusement à toutes nos administrations et à tous nos services — que j'en garderai un souvenir excellent, presque attendu ?... Et je ne regretterai pas seulement les somptueux platanes, l'aimable jardin potager, le théâtre-cinéma et les chambres confortables de ce collège Saint-Nicolas d'Issy-les-Moulineaux, transformé en hospice. Je ne me souviendrai pas seulement de la minutieuse perfection des soins qu'on y reçoit. Je me rappellerai surtout comment — depuis les chefs de service et les médecins traitants jusqu'aux moindres auxiliaires de ce monastère de souffrance physique — on y pratiquait, sans lassitude, le dévouement affectueux dû à nos chers blessés ; comment un médecin-chef aussi paternellement bon qu'actif s'ingéniait à leur faire la vie douce et la convalescence agréable ; comment enfin, jusque dans la discipline indispensable à un hôpital, le personnel tout entier apportait un sens parfait de ce que j'appellerai la psychologie du blessé.

Suis-je tombé dans un hôpital modèle et unique ?... Je préfère espérer qu'il en est partout ainsi.

La psychologie de nos blessés, ai-je dit — leur psycho-physiologie, devrais-je dire — c'est là qu'il faut essayer de la surprendre et de la définir.

Trop près du champ de bataille, on n'aperçoit d'elle qu'un aspect exceptionnel, excessif. Encore déprimé par de dures souffrances ou, au contraire, surexcité cérébralement par la griserie du combat, le blessé peut paraître ou trop au-dessous, ou même trop au-dessus de lui-même. C'est bien fâcheusement que les « bourreurs de crânes » de la presse facile ont pris l'habitude de nous donner, comme exprimant l'ordinaire mentalité du combattant tombé, des mots d'un héroïsme par trop corrélien. Les poilus eux-mêmes ont raillé, dans leurs gazettes lithographiées, l'agaçant poncif du soldat déshabillé par la mitraille et qui — invariablement — supplie le major de le guérir en quinze minutes pour lui permettre de retourner au feu...

C'est à l'hôpital que j'ai pu observer à loisir le vrai blessé, je veux dire celui qui, souffrant encore, ou déjà convalescent, commence à se voir, de sang-froid, tel qu'il sera désormais dans la vie : amputé, diminué, défiguré, impotent.

Eh bien, c'est à partir de ce moment surtout que nos blessés français m'ont paru admirables. Je dis bien : nos blessés, car plusieurs médecins m'ont affirmé que les Allemands étaient aussi douillet et geignards sur les suites de leurs blessures qu'ils le sont, en comparaison des nôtres, dans l'ambulance même, aux heures de souffrance aiguë.

Je n'irai pas jusqu'à dire que la majorité de ceux des nôtres que j'ai fréquentés — j'entends surtout les simples, ouvriers ou paysans — paraissaient heureux. Et cependant c'est le mot qui me vient sous la plume lorsque je me rappelle tel amputé des deux jambes, toujours joyeux, s'essayant à polker sur ses pilons ; ou encore tel couple d'amputés d'un avant-bras, amis inséparables, s'amusant à boxer avec leurs moignons.

J'ai vu encore quantité de pauvres diables, victimes des liquides enflammés : soulagés sans doute et souvent même reconstitués jusqu'au miracle, grâce au traitement cirque dont c'est ici, pour ainsi dire, le quartier général. Or, ces visages ravagés et parfois, malgré tous les soins, défigurés pour la vie, m'ont laissé cependant le souvenir du rire et de la gaieté qui n'avaient pas cessé d'animer la plupart d'entre eux.

Oui, ces hommes, qu'on s'imagine volontiers désespérés et pour toujours mélancoliques, continuent à bavarder, à plaisanter entre eux, très simplement, sans galerie, comme jadis à la caserne, en temps de paix... Et, dans les interrogatoires discrets que je leur faisais subir, je n'ai pour ainsi dire jamais saisi cette incurable tristesse que je m'attendais à rencontrer et à plaindre.

Rien de plus naturel, vous dira l'impassible physiologiste. Ajoutez à la joie bien naturelle d'en avoir réchappé, relativement à bon compte, et de ne plus trop souffrir, la joie organique d'un solide fonds de santé, d'un estomac et d'un cœur encore intacts. Ajoutez-y, si vous voulez, chez quelques-uns, une certaine

satisfaction de paresse, l'espoir que la vie leur sera moins dure que dans leur métier de jadis, du fait d'une petite pension, d'une place de fonctionnaire : voilà du bonheur pour ces humbles.

Où, sans doute, il est évident, par exemple, que l'amputé d'une jambe qui, une heure après l'opération, réclame une cigarette ou un bifteck est un rude gars, d'un estomac merveilleux, suffisant à lui assurer, malgré une diminution pénible et humiliante de son corps, une « joie de vivre » à peine inférieure à celle qu'il goûtait jadis.

N'importe, et en admettant que toute l'explication de cet optimisme inextinguible soit d'ordre purement physiologique, il faut se féliciter que notre peuple français possède encore si pleinement ce privilège. Une race épuisée, comme on voulait que nous le fussions, ne l'aurait pas à ce degré. Elle éprouverait davantage la « peur des coups » avant, et, après, la tristesse de ses mutilations.

Sans aller plus loin, il est certain que, parmi nous, les ultra-civilisés, intellectuels malades ou mondains neurasthéniques, s'ils sont capables par un ressalement d'énergie, d'affronter les dangers de guerre et de s'y bien comporter, sentent en général plus vivement que les simples la tristesse ultérieure d'être diminués physiquement. Ils ne se consolent guère de l'amputation d'un bras pas l'idée que l'autre eût pu y passer, ni de la destruction de leur visage par la pensée que la tête entière eût pu être emportée.

En somme, et par un paradoxe inattendu, on dirait que ce sont les raffinés de la civilisation qui regrettent en matérialistes la détérioration, même partielle, de leur corps, tandis que les humbles s'y résignent et même l'oublient comme de purs idéalistes.

Il est fort heureux que notre peuple de France soit encore composé, en majorité, de ces tempéraments robustes, capables de ne pas souffrir excessivement de leurs mutilations et de ne jamais désespérer de la vie. Malgré tant de blessés et de défigurés, on peut espérer qu'il n'y aura pas trop de tristesse en France : rappelons-nous que les vieux blessés de 70, le jardinier unijambiste ou le facteur au bras unique, furent souvent les citoyens les plus gais de tout le village.

Qu'il soit bien entendu que l'optimisme de ces quelques observations psychologiques faites sur nos blessés n'est pas pour dispenser la nation de leur payer la formidable dette de reconnaissance qu'elle a contractée envers eux. Ce serait trop commode.

Si ces infortunés gardent leur belle humeur malgré les horreurs vues, les souffrances endurées et l'impotence finale, il faut leur conserver cette joie et l'augmenter pieusement par toutes les compensations possibles. Le jour où, grâce à l'ingratitude de ceux qui ne se battent point, ces optimistes acharnés feraient de la neurasthénie, ce serait terrible.

Georges X...

LA GUERRE AERIEENNE

Officiel. — Dans la journée d'hier, nous avions de chasse ont livré de nombreux combats.

Deux avions allemands ont été abattus dans la région de la Somme, l'un près de Brie, l'autre vers Saint-Christ. Un troisième appareil ennemi, attaqué par l'un des nôtres dans la région de Verdun, est descendu en vrille au sud d'Ornes.

Enfin, dans les Vosges, un aviatik, contraint d'abandonner le combat, a capoté à l'atterrissage.

Dans la nuit du 26 au 27 juillet, une de nos escadrilles a lancé des projectiles de gros calibre sur les voies ferrées au nord de Tergnier, sur la gare de Chauny et sur les convois en marche dans la région de Coucy.

En outre, entre Laon et Reims, nous avions bombardé les établissements militaires de Menneville et Lavannes-Caurel.

Ce matin, nous avions pris en chasse une escadrille allemande dans la région de Verdun. Plusieurs combats ont eu lieu au cours desquels un des appareils ennemis a été contraint d'atterrir dans nos lignes. Les deux officiers qui le montaient ont été faits prisonniers.

Tout augmente

SAUF NOS SALAIRES disent les cheminots

A leur tour, les cheminots protestent contre la vie chère et contre le rapport de M. Chéron au Sénat sur la question des loyers. Réunis par les soins du Syndicat national qui groupe les diverses autres organisations du personnel des chemins de fer à la suite de la fusion réalisée à la faveur de l'union sacrée, les cheminots parisiens, mécaniciens, chauffeurs, hommes d'équipe ont examiné leur situation matérielle. Ils déclarent que leurs salaires, déjà insuffisants avant la guerre, ne leur permettent plus de « se sustenter assez pour répondre au surmenage » imposé par les circonstances actuelles. Il leur faudrait d'une part l'indemnité de vie chère que les compagnies leur refusent et, d'autre part, l'assurance que la loi sur les loyers « ne s'inspirera pas seulement des intérêts des propriétaires ». Quelques lignes de leur ordre du jour dénoncent en ces termes la possibilité d'un relèvement des prix des transports : « ...protestent de toute leur énergie contre la prétention des compagnies qui, forcées de reconnaître la légitimité de leurs revendications, trouvent la matière à demander aux pouvoirs publics une augmentation des tarifs des transports. »

Hors d'œuvre

Le sou du franc

Sous cette dédicace : A ma seconde mère, la belle et douce France, M. L.-G. Rancoule vient de publier à ses frais un petit livre qui est un chef-d'œuvre d'audace financière.

M. Rancoule nous offre le moyen de remplir le Trésor public sans vider les poches des contribuables, en puisant sans cesse à une source dont le débit ne saurait être tari.

Son système s'appelle : le sou du franc. On voit par là qu'il applique aux finances publiques un des principes de l'économie ménagère privée : c'est l'école des cuisinières.

Déjà d'autres citoyens ont pensé à l'application d'un autre principe de la même école : un principe d'ordre chorégraphique qui s'appelle la danse de l'anse du papier.

Mais M. Rancoule, lui, est parfaitement désintéressé. Ses intentions sont pures ; ses calculs sont lumineux.

Jusqu'à présent, on avait commis l'erreur de faire porter les impôts sur les recettes des citoyens. M. Rancoule, meilleur psychologue, juge préférable de taxer les dépenses. Car il peut sembler fâcheux de verser au fisc une partie de l'argent qu'on touche ; tandis que, du moment qu'on est en train de payer, un peu plus, un peu moins...

La taxe de M. Rancoule, c'est le timbre-quitte proportionnel, applicable à toutes les dépenses à partir de 1 franc.

Pour chaque achat ou dépense au-dessus de 1 franc, la personne qui reçoit l'argent sera tenue de délivrer un reçu et d'y apposer un timbre correspondant au montant de la somme perçue et de l'oblitérer, soit au moyen d'un tampon humide, d'un paraphe à l'encre, ou d'un crayon-encre préalablement mouillé.

Ainsi, dit M. Rancoule avec satisfaction, la justice fiscale existera désormais : le paletot de 10 francs 25 reviendra à 10 francs 75 et l'automobile de 50.000 francs à 52.500.

Et, comme le sou du franc sera exigible même sur le paiement des impôts, l'acheteur de l'automobile ayant payé 2.500 francs à titre de son sou du franc sur 50.000, paiera encore le sou du franc sur les 2.500 francs d'impôts, soit 125 francs ; et encore le sou du franc sur les 125 francs, soit 6 fr. 25 ; et enfin 30 centimes de sou du franc sur les 6 fr. 25. C'est tout.

Mais le gros avantage du projet Rancoule, c'est que, chacun d'entre nous étant exposé à chaque instant à recevoir une somme supérieure à vingt sous, devra désormais se promener avec son stock de timbres-quitte et un tampon humide pour l'oblitération.

Et ainsi chaque citoyen détiendra les attributs de l'administration. Nous serons tous des bureaux ambulants.

Etre ou paraître fonctionnaire, n'est-ce pas le rêve de tout Français ?

ZETTE.

Au cinéma

Le public a-t-il le droit de trouver, même en temps de guerre, qu'un film est complètement idiot ?

C'est la question qui s'est posée hier soir au Cinéma des Nouveautés, où les spectateurs ont fini par siffler, exaspérés par une interminable « bande » américaine, d'une ineptie outragante. La chose s'appelle *Idylle champêtre*, « exclusivité sensationnelle » ; elle est bête à pleurer en mangeant du foin.

Le cinématographe deviendra sans doute un incomparable instrument d'art et d'éducation, et, bien que les maisons françaises ne nous donnent pas assez souvent l'occasion de nous en apercevoir, il est aisé de prédire qu'un jour venant on en pourra tirer un parti merveilleux. La France aura d'autant plus le droit d'en être fière que le cinéma est proprement une invention de chez nous. Quel dommage que nos spécialistes en fassent à l'ordinaire un si médiocre usage !

Mais nous avons, dans la production nationale, assez de films stupides ou répugnants. Que l'on emprunte à l'Amérique *Forfaiture*, qui paraît jusqu'à ce jour le chef-d'œuvre au genre, personne ne s'aviserait de s'en plaindre ; mais aller quérir à New-York cette colossale sottise de deux mille cinq cents mètres du goût boche le plus impur, qui s'intitule *Idylle champêtre*, non, vraiment, c'est pousser la sottise trop loin, et se moquer du public.

Il a signifié hier qu'il n'est plus disposé à le tolérer. Et... siffler est un droit qu'il achète en entrant, même au Cinéma des Nouveautés.

Le prêt improbable

Le Journal officiel de Constantinople (car les Turcs ont un Journal officiel tout à fait à l'instar...) publie un décret autorisant le gouvernement à emprunter à l'Allemagne la somme de 2.359.000 livres turques.

C'est un joli denier. Mais précisément l'Allemagne en peut-elle disposer ?

Elle va crier que oui sur tous les toits et que la chose va se faire.

Sans doute, mais par quel « jeu » d'écritures ?

Et, sur ces 2.359.000 livres, savoir combien seront fournies en monnaie de singe et combien en crocodiles empaillés ?

Culture

Un soldat manœuvre, en permission dans son village, raconte ce qu'il a vu à Verdun. Pour expliquer le sol labouré par les obus, il a ce joli mot de paysan :

— Vous ne pouvez pas vous faire une idée de ce que la terre est retournée, par là... Où j'étais, je suis sûr qu'il n'y en avait pas grand comme ça qu'était pas mis en culture...

L'image est saisissante. Et le mot est profond si vous voulez bien écrire culture avec un k.

Le français tel qu'on le parle

Extrait du rapport d'un vétérinaire de la 12^e région appelé à examiner un cheval d'artillerie :

Nous avons constaté que le susdit animal était d'une grande maigreur, était atteint d'une paraplégie (sic) de l'arrière-train. En conséquence, j'estime que l'animal objet de ma visite a succombé d'inanition, faute de mauvais soins.

Ce vétérinaire a dû fréquenter beaucoup les vaches espagnoles.

L'histoire recommence

Suivant une dépêche de Zurich, des voyageurs venant d'Allemagne racontent que de violentes émeutes populaires ont eu lieu à Worms, sur le Rhin, émeutes provoquées par le manque de vivres.

Il y eut déjà autrefois quelque chose d'analogue qu'on appela la Diète de Worms... et qui faillit mal tourner.

Les Communiqués

NOS ALLIÉS S'EMPRENT des dernières positions du bois Delville et de Longueval

(Communiqués officiels)

13 heures 05

Après un dur combat, nos troupes ont chassé la 5^e division de Brandebourgeois des dernières positions qu'ils occupaient dans le bois DELVILLE, faisant prisonniers 3 officiers et 158 hommes. La totalité du bois est maintenant entre nos mains et deux contre-attaques allemandes ont été repoussées avec de fortes pertes pour l'ennemi. Nous avons fait de nouveaux progrès dans le village de LONGUEVAL et près de POZIERES. Dans cette dernière région, nous avons fait 43 prisonniers allemands blessés.

La nuit dernière, les canons ennemis ont fait preuve d'activité contre nos nouvelles positions, et il y a eu de durs combats d'artillerie dans les divers secteurs de la zone de bataille.

Près de NEUVE-CHAPELLE, de petits détachements allemands ont réussi à pénétrer dans deux endroits de nos tranchées de première ligne, mais ils en ont été chassés immédiatement par une contre-attaque, laissant quelques blessés entre nos mains.

Au nord-est de SOUCHEZ et à plusieurs autres endroits, notre artillerie a canonné les tranchées ennemies de première ligne et les boyaux de communications.

21 heures 30

Poursuivant nos succès d'hier, nous nous sommes emparés des dernières positions fortifiées de l'ennemi à LONGUEVAL, ainsi que d'un certain nombre de prisonniers. Un combat corps à corps s'est déroulé toute la journée dans le voisinage de POZIERES. Sur le reste du front de la bataille, l'artillerie a montré, de part et d'autre, une très grande activité.

Au cours d'une de nos reconnaissances aériennes, nous avons détruit deux avions allemands dans les environs de BAPAUME.

(Communiqués français)

15 heures

Au nord de CHAULNES, une tentative de l'ennemi sur une de nos tranchées près de LIHONS, a été repoussée à coups de fusil.

En CHAMPAGNE, dans la région d'AUBERIVE, une reconnaissance russe a pénétré dans la tranchée adverse, qu'elle a nettoyée à coups de grenades, et a ramené des prisonniers.

Sur la rive droite de la MEUSE, une attaque allemande qui se préparait à déboucher sur nos positions à l'ouest de l'ouvrage de THIAUMONT, a été complètement arrêtée par le tir violent de nos batteries.

Nuit calme sur le reste du front.

23 heures

En ARGONNE, luttant de mines. Nous avons occupé les rebords de deux entonnoirs, après une lutte à la grenade, à la FILLE-MORTE.

Sur la rive droite de la MEUSE, nous avons fait quelques progrès à l'ouest de l'ouvrage de THIAUMONT.

Dans les VOSGES, après un vif bombardement, l'ennemi a attaqué par deux fois nos positions au sud du col de SAINTE-MARIE. La première attaque, qui avait réussi à prendre pied dans nos éléments avancés, a été repoussée à la baïonnette ; la deuxième, déclenchée peu après, n'a pu aborder nos lignes et s'est dispersée sous nos tirs de barrage. Au cours de ces actions, l'ennemi a subi des pertes sensibles.

Canonade habituelle sur le reste du front.

A la Chambre

Les marchés conclus avant la guerre

Commencé jeudi, le débat sur la proposition de M. Failliot relative à la réalisation des contrats conclus avant la guerre, n'aura pas pu aller au delà d'une d'hier.

Il s'agissait, on le sait, de fixer les règles d'après lesquelles les contrats conclus avant le 4 août 1914 pourraient être résiliés. On décida bien que cette faculté de résiliation subsistera encore six mois après la guerre. Mais quelques-uns des contrats pourront en jouir. Les contrats entre particuliers seulement ? Et les baux à loyer, et les baux ferme, et les marchés de valeurs en Bourse, et les contrats passés entre municipalités et compagnies ? Quel sera leur sort ?

On n'a pas pu le décider. MM. Peret, Ribot, Cosnier, Lémery, ont exposé leurs points de vue et finalement on a estimé qu'il valait mieux confier à la Commission le soin de procéder à une étude nouvelle pendant les vacances.

Alors on parla des sursis des moissons. L'agriculture a un besoin urgent de main-d'œuvre. MM. Paul Laffont, Cosnier, Patureau-Baronnet ont réclamé pour qu'on rende à l'agriculture les hommes mobilisés dans les dépôts.

M. le général Roques leur promit de leur donner satisfaction dans toute la mesure du possible.

On vota ensuite une invitation au gouvernement d'accorder le demi-litre de vin aux soldats du front.

Sur ce, la Chambre s'ajourna au 12 septembre.

Au Sénat

Les loyers Les vacances

Le Sénat est parti en vacances ; il reviendra le 14 septembre ; il a la conscience tranquille ; il a voté beaucoup de choses hier, et vite ; dans le nombre, il y avait la fin de la loi sur les loyers.

On n'a guère discuté qu'à propos des indemnités accordées aux propriétaires et des droits des créanciers hypothécaires. Et encore. La Commission fait des propositions, on elle accepte celles qu'on lui apporte, et gagne à tout coup. A l'article 40, M. Lemarié obtient que la Commission arbitrale compétente soit celle de la situation de l'immeuble.

A l'article 28, M. Tournon a proposé une addition qui sauvegarde les intérêts du propriétaire en cas de faillite du locataire. M. Viviani le combat, la Commission le soutient, le Sénat lui donne raison.

Sur l'ensemble, M. de Selves, qui est président de la Commission, prend la parole pour exprimer sa joie :

Ce qu'on peut dire, c'est que le Sénat a fait une œuvre de justice et de paix sociale. Il n'a été inspiré que par un esprit d'équité. La loi se rapproche le plus possible du droit commun ; elle proclame un principe essentiel, le respect de la propriété individuelle.

Il y a lieu à un redressement moral pour tous ceux chez qui le souci de l'exécution des contrats s'était un peu altéré. Une semblable méconnaissance des obligations ne saurait être tolérée à l'heure où le pays tout entier lutte devant le monde pour défendre le droit vivant.

Le Sénat jouit dans l'opinion d'une considération dont nous sommes fiers ; ce sentiment y agrandissant tous les jours. C'est pourquoi je voudrais que dans le vote sur l'ensemble se produisît ici une unanimité qui donnerait au projet une autorité morale particulièrement grande (Très bien !). Le Sénat ajouterait un titre de plus à ceux qu'il possède déjà et qui appellent la confiance publique.

Le Sénat a répondu à cette invitation, de toutes les 243 voix que, paraît-il, il avait hier.

Le contrôle aux armées

Plusieurs Commissions se sont réunies hier pour examiner les mesures à prendre afin d'exercer le contrôle dans les conditions prévues par le projet Chaumet voté à la Chambre.

La Commission de l'armée désignera ses délégués mardi prochain.

Hier, elle a décidé que des missions spéciales pourront, en outre, être confiées aux autres membres de la Commission.

Les missions des délégués s'exerceront par spécialisation et non par région d'armée.

De son côté la Commission de législation civile a désigné MM. Braibant, Ernest Lafont et Paul-Meunier qui seront chargés de contrôler le fonctionnement des conseils de guerre aux armées.

A l'Hôtel de Ville

Une fausse nouvelle

Le bruit avait couru avec une certaine persistance que l'Etat allait se rendre acquéreur de l'île de Puteaux ; le ministre de la guerre, d'accord avec le sous-secrétaire d'Etat aux munitions, devait y faire élever des bâtiments militaires. La nouvelle était inexacte. Il a suffi, en effet, d'une démarche du préfet de la Seine, auprès de M. Albert Thomas, pour mettre à néant une idée qui n'avait pu germer que dans l'esprit d'un usinier des environs.

Le préfet était si sûr de réussir qu'il n'avait même pas songé un instant à prévenir le Conseil municipal.



— Je te conseille de te plaindre ; tu viens de recevoir des vêtements de laine !

LA SAUVAGERIE BOCHE

Les bourreaux de Lille

Le gouvernement français prépare, sur les barbares attentats dont est victime depuis des mois la vaillante population de Lille, la publication d'un *Livre Jaune* qui retentira dans le monde civilisé comme un soufflet à l'immonde kultur allemande.

Les faits sont aujourd'hui connus. Ils ont été révélés par des confidences de voyageurs neutres et par des lettres heureusement parvenues au ministère des affaires étrangères. Tous les Français frémissent de honte et de colère en lisant le récit qu'a bien voulu nous en faire une réfugiée de Lille, Mlle B. :

Un témoignage

— Le 3 avril dernier — c'était un samedi — vers cinq heures du soir, comme les habitants se préparaient à regagner leur domicile, conformément aux ordres de la commandantur, une nouvelle se répandit, tout d'un coup, dans la foule : à Roubaix, murmuraient les gens bien informés, les Boches venaient de prélever au choix, dans chaque famille, deux, trois, quatre jeunes hommes ou jeunes filles qui avaient été aussitôt dirigés, malgré les protestations de leurs, vers une destination mystérieuse. Et la même opération devait être renouvelée bientôt à Lille...

« Vous pensez si la journée qui suivit fut lugubre. Les Lillois avaient pris, depuis l'occupation allemande, l'habitude de se réunir le dimanche les uns chez les autres et d'échanger leurs impressions. Ce jour-là, les conversations furent singulièrement tristes. On comprenait dorénavant l'obligation faite aux habitants des deux sexes de porter constamment sur eux une feuille de recensement énumérant leurs aptitudes et une carte d'identité.

« Tous les détails qui suivent, je puis vous les garantir : ils m'ont été fournis par ma sœur, dont deux lettres me sont arrivées par l'entremise d'un consul étranger en résidence à Lille. Car, en ce qui me concerne, j'ai été évacuée en janvier dernier — heureusement pour moi.

« Dès le 10 avril, les protestations parvinrent en grand nombre au gouverneur militaire, M. Delesalle, maire de Lille, dont il était question. Les autorités ecclésiastiques, se rendit lui-même auprès du général boche, et le supplia d'éviter à la population les odieux traitements dont il était question. Les autorités ecclésiastiques firent une démarche analogue. Des pétitions circulèrent, qui se couvrirent rapidement de signatures.

« Quelques jours passèrent. L'anxiété était vive, mais on voulait encore espérer, malgré tout, que les monstres se laisseraient peut-être attendrir. Le 20 avril — jeudi saint — les signataires des pétitions furent convoqués à la commandantur, où on les admonesta vivement pour leur démarche « inconsidérée » et « irrespectueuse ». A la sortie, ils aperçurent sur les murs une grande affiche blanche ainsi rédigée :

« Les habitants de Lille sont avertis qu'ils devront se tenir prêts à partir, sans distinction d'âge, de sexe et de santé, pour une destination d'évacuation qui leur sera assignée par les autorités militaires. Chaque habitant aura droit à un bagage de trente kilos.

« Des visites seront faites à domicile, pour la désignation des habitants requis. Tous les habitants devront se tenir debout à l'entrée de la maison visitée, leur feuille d'identité à la main. L'officier de service en prendra connaissance et choisira ceux qui devront être emmenés. Aucune réclamation ne pourra être présentée, sous les peines les plus rigoureuses.

« Les Lillois vécurent, à partir de ce

moment, des heures terribles. Le grand crime commença dans la nuit du vendredi au samedi saint. C'est à Fives que les Allemands opérèrent tout d'abord. Un officier passait, encadré de dix hommes, baïonnette au canon. « Vous ! » disait-il en étendant le bras. « Et puis vous ! » Une de mes cousines, Germaine F., dont le mari est soldat français, fut violemment arrachée à sa fille en pleurs, une gamine âgée de six ans, et emmenée... on ne sait où ! Une autre, Mlle B., était couchée et malade : les bourreaux la firent lever à coups de crosse, et l'obligèrent à marcher, avec sur ses pauvres épaules, une caisse d'au moins vingt kilos, contenant une stuette et une pendule dont un des soldats s'était épris.

Goujats !

« Il y avait, à Fives, une de ces maisons qu'il est convenu d'appeler hospitalières. Toutes les pensionnaires de ce lieu clos, expulsées en pleine nuit, formaient un groupe où la tristesse ne dominait pas. Vous pensez si l'inconscience abjection de ces femmes leur faisait accepter avec philosophie ce nouvel avatar ! Le colonel chargé de diriger la réquisition eut une idée vraiment drôle : il se fit désigner cinq jeunes filles appartenant aux meilleures familles de Lille et les... confia à ces malheureuses. Et, de compagnie, les jeunes filles et les... autres défilèrent, musique en tête, dans les rues de la ville, sous les quolibets des soudards qui reconnaissaient au passage les femmes de mauvaise vie et le leur montraient à leur manière.

« Ah ! monsieur, quelle honte, quelle ignominie ! » Il y eut comme cela, cette nuit-là, plus de 2.000 Lillois que la horde boche achemina vers on ne sait quelle destination, pêle-mêle, à coups de crosse, comme un troupeau d'esclaves !

Un prétexte

« Brusque accalmie le dimanche. On se prenait à respirer à nouveau. Qui sait s'ils n'auraient pas pitié, à la fin, et s'ils ne s'arrêteraient pas de martyriser Lille ? Mais... et vous reconnaîtrez là la manière dont ont toujours agi les Allemands lorsqu'ils ont voulu préparer une excuse à leurs crimes — vers neuf heures du soir, un incendie se déclara à la mairie.

« On a voulu brûler la ville pour nous faire flamber ! s'écrièrent les officiers de la commandantur. Eh bien ! tant pis ! c'est la population qui paiera pour les bandits (sic).

« En effet, à trois heures du matin, la tragédie recommença.

« Cette fois, l'officier n'examinait même pas les feuilles de recensement. Il choisissait, d'un coup d'œil, au hasard. La fille d'un gros commerçant de Lille, Mlle L., s'était plainte quelques jours auparavant des assiduités d'un sous-officier qui ne lui laissait aucun répit, et le capitaine Otto, attaché à la commandantur et qui, du reste, était établi à Paris avant la guerre, avait sévèrement admonesté la brute. Par malheur, l'amoureux faisait partie de la troupe chargée de veiller à la réquisition. Il eut le triste courage d'indiquer à son officier celle qu'il prétendait aimer :

« — Celle-là, dit-il, je la reconnais : c'est elle qui insulte toujours les soldats allemands !

« — Qu'on la prenne ! commanda l'officier. Elle ira cultiver la terre, et ça lui apprendra à nous respecter !

« Et Mlle L. fut emmenée. On dagna, toutefois, lui faire une grâce : on permit à sa bonne, une brave femme

La misère à Lille

« Enfin, monsieur, laissez-moi vous supplier de crier à la France entière la misère abominable qui règne à Lille. Dans sa dernière lettre, en date du 17 mai, ma sœur m'indiquait qu'il y avait eu en cinq mois trois distributions de viande. Tout le reste du temps, des légumes pourris, des harengs marinés et qu'il est impossible de manger, et une portion misérable de pain — du pain que vous savez !

« Est-il vraiment admissible que tout un pays soit ainsi livré à la discrétion d'ignobles bourreaux, et, sinon par la force, du moins par la diplomatie, le gouvernement français ne peut-il mettre fin à cet odieux martyre ? »

Voilà ce que nous a confié Mlle B...

Autres témoignages

Dans une lettre que publie le *Temps* d'hier, une Lilloise expose, à la date du 30 avril, des atrocités à peu près analogues. Elle évoque avec émotion ces trois semaines douloureuses où la soldatesque allemande alla porter le deuil et l'angoisse dans les familles françaises :

« Enfin, vint notre tour... Tu le penses bien, j'avais perdu tout sommeil, l'entendis donc passer les troupes et éveillai tout mon monde quand, à quatre heures, commença la visite de la rue. Elle dura jusqu'à une heure et demie. Comprends-tu notre agonie pendant ces dix mortelles heures ? Enfin, Dieu nous a, là encore, montré sa paternelle protection ; et, ayant compté tout le monde, on passa sans désigner personne ; mais nous restions brisées. C'était lugubre de voir passer, silencieuses, une par une, des jeunes filles de notre rue, accompagnées d'une sentinelle. Les braves enfants ne pouvaient (c'était le vendredi saint, avant le premier départ) retenir leurs larmes et, comme toutes, d'ailleurs, s'inquiétaient surtout à la pensée de ce qu'on allait leur faire travailler pour l'ennemi, s'informant de ce qu'elles devaient faire.

Il faut citer les lignes qui suivent, car elles donnent, en raccourci, une idée des autres misères qui accompagnent là-bas la vie de nos chers compatriotes :

Dès le lendemain de votre départ, ce fut l'affiche du typhus et le règlement draconien infligé à ceux qui l'avaient, la menace exécutée pour beaucoup d'être emmenés à l'hôpital, sans que leurs familles puissent les soigner ni même les voir. Puis les mille tracasseries : cartes, recensements, etc., la privation de tout, viande, beurre, œufs, légumes, pommes de terre, plus rien ne passant en fraude chaque jour plus rare et plus dangereuse. Et moins de nouvelles que jamais ! Une seule lettre depuis ton départ.

L'admirable femme qui a écrit cette lettre n'a pas trouvé dans son cœur assez de haine pour demander des représailles, et voici le cri d'indulgence qu'elle a eu la force de pousser en faveur des bourreaux :

Surtout, surtout, que nos soldats ne nous vengent pas là-bas par de tels actes, ce serait souiller notre beau nom de Français ; qu'ils laissent à Dieu le soin de venger de telles fautes, de tels crimes. Eux seront, comme le leur a dit une femme à qui l'on prenait son mari, son fils et sa fille, maudits dans leur race, dans leurs femmes et dans leurs enfants.

Ce peut être le point de vue d'une femme miséricordieuse. Il n'est pas forcé de ce soit celui du gouvernement et de l'opinion publique. Tout crime appelle des représailles. Il est bon, certes, de protester et de faire appel au verdict de la conscience universelle, et tout le monde s'inclinera devant l'élévation de pensée d'une plainte aussi noble et aus-

si digne que celle de Mgr Lobbedey, évêque d'Arras, envoyant « aux familles éprouvées l'hommage ému de sa compassion et transmettant à qui de droit ses réclamations respectueuses pour empêcher, s'il le pouvait, le renouvellement de ces mesures barbares ».

Mais nous n'ignorons plus que ce n'est pas là le moyen d'adoucir la cruauté boche. Si nous avons entre les mains la possibilité de faire payer à nos ennemis — et de leur interdire désormais, par ce châtiment — les atrocités que nous dénonçons ici, n'hésitons pas à agir. Un *Livre jaune*, c'est bien. Des représailles, c'est mieux encore !

Voici maintenant les émouvantes et éloquentes protestations que le maire et l'évêque de Lille ont adressées aux autorités allemandes :

Protestation du maire de Lille

Monsieur le gouverneur,

Retenu chez moi par la convalescence, j'apprends avec une indicible émotion une nouvelle que je veux encore me refuser à croire. L'on me dit que l'autorité allemande aurait l'intention d'évacuer, sur une partie du territoire occupé, une notable partie de notre population. Après les déclarations officielles que vous avez affichées sur les murs que la guerre n'était pas faite aux civils, que les droits, les biens et la liberté de la population seraient garantis à la seule condition qu'elle se maintienne dans le calme, je n'aurais jamais pu croire qu'une pareille mesure pût être en usage. S'il devait en être ainsi, je me permettrais, comme premier magistrat de notre cité, d'adresser la plus énergique protestation contre ce que je considérerais comme une violation absolue du droit des gens universellement reconnu.

Détruire et briser les familles, arracher par milliers de leurs foyers des citoyens paisibles, les forcer à abandonner leurs biens sans protection serait un acte de nature à soulever la réprobation générale. Nos soldats, comme les vôtres, sont vaillamment leur devoir, mais toutes les conventions internationales s'accordent à laisser la population civile en dehors de cet effroyable conflit.

Je veux donc espérer, Excellence, que pareille éventualité ne se produira pas.

Signé : DELESALLE, maire de Lille.

Protestation de Mgr Charost, évêque de Lille, adressée au général von Grovenitz

Monsieur le général,

Il est de mon devoir de vous signaler qu'un état d'esprit frémissant se manifeste dans la population.

Les enlèvements nombreux de femmes et de jeunes filles, des transferts d'hommes et de jeunes gens, d'enfants même, sont effectués dans la région de Tournai et Roubaix sans procédure ni cause judiciaire.

Les malheureux ont été dirigés sur des localités inconnues. Des mesures aussi extrêmes et sur une plus grande échelle sont projetées pour Lille. Vous ne serez point étonné, monsieur le général, que j'intervienne auprès de vous au nom de la mission religieuse qui m'a été confiée. Elle m'impose la charge de défendre respectueusement, mais fermement, le droit international que le droit de la guerre ne peut jamais enfreindre et la moralité éternelle que rien ne peut suspendre. Elle me fait un devoir de protéger les faibles et les désarmés qui sont ma famille à moi et dont les charges et les douleurs sont les miennes.

Vous êtes père, vous savez qu'il n'est pas de droit plus respectable et plus saint dans l'ordre humain que celui de la famille. Pour tout chrétien, l'inviolabilité de Dieu qui l'a instituée est en elle. Les officiers allemands qui logent depuis longtemps dans nos habitations savent combien l'esprit de famille tient à nos fibres les plus intimes dans la région du Nord et fait chez nous la douceur de la vie.

Aussi, disloquer la famille en arrachant des adolescents, des jeunes filles à leur foyer, ce n'est plus la guerre, c'est pour nous la torture, et la pire des tortures : la torture morale infinie. L'infraction au droit familial se doublerait d'une infraction aux exigences les plus délicates de la moralité. Celle-ci est exposée à des dangers dont la vue seule révolte tout homme honnête, du fait de la promiscuité qui accompagne fatalement des enlèvements en masse,

mêlant les sexes, ou, tout au moins, des personnes de valeur morale très inégale. Des jeunes filles d'une vie irréprochable, n'ayant commis d'autre délit que celui d'aller chercher du pain ou quelques pommes de terre pour nourrir une nombreuse famille, ayant au surplus purgé la peine légère que leur avait valu cette contravention, ont été enlevées. Leurs mères, qui avaient veillé de si près sur elles et qui n'avaient que cette unique joie de les garder près d'elles dans l'absence du père et des grands fils, partis ou tués à la guerre, sont seules maintenant. Elles portent ici et là leur désespoir et leur angoisse. Je dis ce que j'ai vu et entendu. Je sais que vous êtes étranger à ces rigueurs ; vous êtes naturellement porté à l'équité, c'est pourquoi je prends la confiance de m'adresser à vous ; je vous prie de vouloir bien faire remettre d'urgence au haut commandement militaire allemand cette lettre d'un évêque dont il se représentera facilement la tristesse profonde. Nous avons beaucoup souffert depuis vingt mois, mais aucun coup ne serait comparable à celui-ci ; il serait, de plus, aussi immérité que cruel et produirait dans toute la France une impression ineffaçable. Je ne puis croire qu'il nous sera porté. J'ai foi en la conscience humaine et je garde l'espoir que les jeunes gens et les jeunes filles appartenant à d'honnêtes familles et redemandés par elles leur seront rendus, et que le sentiment de la justice et de l'honneur prévaudra sur toute considération inférieure.

Signé : ALEXIS, évêque.

Amputé, trépané, médaillé et déserteur

Pénibles débats hier devant le deuxième conseil. Un jeune homme de vingt-deux ans, amputé du bras gauche, trépané deux fois, estropié de la main droite, portant fièrement une médaille militaire et une croix de guerre glorieusement gagnées, était inculpé de... désertion.

Son nom ? Yves Wecker. Son histoire ? Elle est brève, mais combien émouvante.

En septembre 1915, au plateau de Vimy, pour une mission dangereuse, on demande des volontaires. Wecker se présente. Il est blessé. Evacué à l'hôpital Bégin, on lui fait subir de multiples opérations, dont l'amputation et la trépanation. Au moment du 1^{er} janvier, sa mère étant malade, on lui refuse une permission ; il la prend. Il eut tort, c'est certain ; mais a-t-on en raison de lui le refuser ? Au bout de cinquante jours, il se présente de lui-même à l'hôpital, croyant trouver enfin liquidée la réforme n° 1 pour laquelle il était proposé. Au lieu de cela, il est envoyé à la Croix-de-Berny, avec les hommes en prévention de conseil de guerre. Bientôt après, on lui annonce qu'il était déserteur et que son tour allait venir d'être jugé.

M. le capitaine Montel a requis l'application de la loi, en demandant le sursis. Le maréchal des logis Giraudot, de la garde républicaine, plaide l'acquiescement, et ce fut lui qui l'emporta.

AU JARDIN DES TUILERIES

Le succès de l'Exposition de la *Cité* reconstituée s'affirme de plus en plus. Toutes les maisons construites et meublées (depuis 1,500 francs) intéressent particulièrement les nombreux visiteurs, ainsi que les sections d'ameublement moderne, d'éclairage, de chauffage et d'hygiène. Une galerie est réservée à la production du froid où les machines fonctionnent devant le public et enfin un excellent orchestre donne tous les jours des auditions très suivies. Le public voudra revoir encore cette exposition dont la clôture aura lieu le 15 août irrévocablement. Entrée 1 franc, de 10 heures à 18 heures.

Un Roman d'amour
émouvant et gai :
LA "POILUE"
par "Une Première de la Rue de la Paix"
dont l'intrigue se déroule dans une grande maison de couture austro-boche
Dans toutes les librairies : 3 fr. 50
Albin MICHEL, Editeur, 22, Rue Huygens

FEUILLETON DE L'ŒUVRE

du samedi 29 juillet 1916

N° 34.

Comment je suis allée me marier sur le Front

par Germaine Beaumont

Dessins de C. Huetzel.

XIV

LES TRISTESSES DU RETOUR. — FRANCIS PART DANS LA NUIT. — LE REVERRAI-JE JAMAIS ?

(Suite)

Cependant, tout ce vacarme devant sa porte avait attiré Mme Marlier. Elle se montra sur le seuil, tenant une lampe allumée de sa tête. A mon grand étonnement, elle ne parut nullement satisfaite de nous revoir.

Elle nous dit bonsoir d'un air embarrassé, et nous la suivîmes dans la cuisine, où étaient déjà attablés M. Fège, M. Hippolyte et Charles Marlier.



Charlot voulut bien ne pas s'emballer

Du moins, Francis. Il faut qu'il soit au cantonnement à neuf heures et demie au plus tard.

Sans me répondre, elle mit notre couvert. M. Fège non plus ne disait rien. Il était assis de biais et regardait ses pieds, avec une attention exagérée — même pour lui.

— Mais, qu'y a-t-il ? demandai-je à Mme Marlier. Vous avez tous l'air plus ennuyés les uns que les autres...

— C'est à cause de vous, dit Charles Marlier durement.

— Comment cela : à cause de moi ? Est-ce parce que vous aviez déjà fini de dîner et que cela vous ennuyait de rester à table ? Mais vous n'êtes pas obligés de nous tenir

compagnie. Francis s'en va dans cinq minutes et, moi, je vais monter me coucher.

— Vous ne pouvez plus coucher ici, murmura Mme Marlier.

— Je ne peux plus !... mais j'ai retenu ma chambre en partant ! vous le savez. Vous ne m'avez pas dit, alors, que ma présence ici vous gênait...

— Ce n'est pas ça.

J'eus une inspiration.

— Je comprends. Vous pensez que, puisque je ne suis pas mariée, je n'aurais pas dû revenir, que ce n'est pas convenable que j'habite loin de ma famille ?...

— Non, non, interrompit Mme Marlier. Ne croyez pas ça, mademoiselle. Au contraire, je serais bien contente de vous garder le plus longtemps possible ; seulement, je ne le peux pas, parce que je n'ai plus de chambre pour vous... La vôtre a été réquisitionnée pendant votre absence.

— Par qui ?

— Par l'ordonnance d'un capitaine de Belfort dont la batterie va cantonner plusieurs jours dans le village.

— Quand est-il venu ? demanda Francis.

— Ce matin, Le capitaine arrivera cette nuit.

— Mais, pourquoi n'avez-vous pas dit, ce qui était vrai d'ailleurs, que vous n'avez pas de chambre de libre ?

— Je n'ai pas osé. L'autorité militaire...

— Et moi, que vais-je faire, maintenant ?

— Je ne sais pas... J'ai bien une amie à l'autre bout du village... Elle vous prendrait peut-être pour une nuit...

— Je vous y conduirai si vous voulez, proposa M. Fège.

— Vous ne pouvez pas me garder ce soir encore ? Vous en êtes bien sûre, que vous

ne le pouvez pas ? Je coucherai sur le canapé du salon.

— Il n'y a pas moyen d'en faire un lit, il est trop petit.

Je me tournai vers Francis d'un air désespéré. Il allait me parler quand un coup violent frappé à la porte d'entrée nous fit tous tressaillir.

— C'est sûrement le capitaine, gémit



« Je n'ai plus de chambre pour vous. »

Mme Marlier complètement affolée. Ah ! mon Dieu ! Allez voir, monsieur Fège !

M. Fège se leva pesamment et alluma une bougie. Il sortit en refermant la porte de la cuisine derrière lui. Ensuite, il traversa le corridor, tira les verrous. Il y eut un murmure de voix, un pas.

M. Fège revenait. Il entra dans la cuisine et vint au devant de Francis.

— On vous demande. C'est un téléphoniste de votre régiment.

Il y eut un silence. Francis se leva à son tour et sortit. Il ne resta pas longtemps. Je l'entendis pousser une exclamation. Mme Marlier roulait machinalement dans ses doigts les pointes de son tablier, et je me souvins encore, détail puéril, qu'un pa-

pillon de nuit était venu se poser sur la nappe en face de moi, et qu'il battait des ailes avec un petit bruit velouté.

Et puis, Francis entra dans la cuisine. Il vint tout de suite à moi, me prit la tête entre ses mains et me dit :

— Mon petit, mon pauvre petit ! Pages vient me chercher. Nous avons reçu l'ordre de partir cette nuit.

— Cette nuit !... Cette nuit !... Alors, je ne vous verrai plus ?

— Non, pas avant ma permission... Ah ! je n'aurais pas dû vous laisser revenir.

— Oh ! Frank... c'est horrible de vous perdre si tôt. Et nous n'avons même pas pu nous marier ! Cette nuit ? vous êtes sûr que vous partez cette nuit ?...

— Pages ne serait pas venu me chercher. Il a été envoyé par mon lieutenant, Ma chérie, dès demain, si vous n'êtes pas trop fatiguée, il faut que vous retourniez à Paris. Vous m'attendrez là-bas. Vous serez bien raisonnable. Vous aurez de la patience. C'est une question de jours.

La gorge serrée, je demande tout bas :

— Où allez-vous ?

Et il me répond :

— Dans les environs. Une manœuvre quelconque.

— Jurez-moi que vous ne retournerez pas encore sur le front !

— Je vous le jure...

— Si vous n'allez pas loin d'ici, ne vaut-il pas mieux que je reste ?

— Non, non ! Quittez Perouse. Vous êtes trop près des lignes. Puis, je ne pourrais ni vous voir, ni avoir de vos nouvelles. Mon pauvre petit, il ne faut pas m'en vouloir de tout ce qui arrive.

(La suite à demain)

De minuit à 6 heures

LES VICTOIRES RUSSES

Les exploits de l'armée de Sakharof

34.000 PRISONNIERS EN DIX JOURS

Nos alliés poursuivent leur offensive sur tous leurs fronts et continuent leur avance dans la région de la Slenovka et en Arménie

Petrograd, 28 juillet, soir. (Communiqué officiel.) — Au total, au cours des combats qui se sont déroulés dans la période du 16 au 25 juillet, les vaillantes troupes du général Sakharof ont fait prisonniers plus de 34.000 officiers et soldats allemands et autrichiens.

Elles ont enlevé 45 canons et 71 mitrailleuses.

Il est établi que, dans le dépôt de Sapier, à 20 verstes au nord d'Erzindjian, nous avons pris environ 5.000 grenades à main, plus de 1.000 projectiles, 600 caissons de cartouches.

A Mastahan, nous avons pris un hôpital de 800 lits. A Erzindjian, nous avons pris des dépôts de fusils, de revolvers, d'armes blanches, de munitions d'artillerie, du pétrole et de la benzine d'une quantité totale de plus de 1.000 pouds.

La ville d'Erzindjian n'a pas souffert.

Ce communiqué ne fait qu'énumérer le butin conquis par les Russes sur l'ennemi commun. Un deuxième communiqué nous renseigne davantage sur les opérations en cours :

Petrograd, 28 juillet. — Dans la région au nord-est et au sud-est de Baranovitch, activité de l'artillerie et escarmouches d'éléments avancés, ayant pour résultat une progression de nos éléments dans quelques endroits.

Dans la région des rivières Slenovka et Boldourovka, notre progression continue avec succès.

L'offensive de l'armée du Caucase continue.

Sur la route de Sinas, une de nos reconnaissances a fait prisonniers 31 officiers turcs.

Activité aérienne

Petrograd, 28 juillet. (Communiqué officiel.) — Le 25 juillet, à l'embouchure du golfe de Finlande et à la frontière du sud de Scheres-Abo (Aland), un zeppelin a jeté, à six heures trente du soir, près de quinze bombes sans causer aucun dommage, soit sur la côte, soit aux navires.

Canoné par nos batteries, le zeppelin a disparu vers le sud.

Nouvelles attaques autrichiennes de la Posina aux Sept-Communes

La possession du mont Colbricon

Rome, 28 juillet (Commandement suprême) :

Dans la zone du Sletvio et du Vallarsa de vifs duels d'artillerie sont signalés.

Dans la nuit du 27 juillet, l'ennemi a attaqué en forces nos positions du mont Selbaggio, dans la vallée de Posina, et sur les pentes du mont Zebbio, sur le plateau des Sette Comuni. Il a été repoussé avec des pertes sensibles.

Dans la vallée de Travignolo, pendant la journée du 27 juillet, nos troupes, après une lutte violente, ont élargi la possession des pentes septentrionales du mont Colbricon ; nous avons pris à l'ennemi 73 prisonniers, dont deux officiers, avec une mitrailleuse.

Nos avions ont renouvelé le bombardement de parcs ennemis près de Bellamonte. Dans les hautes vallées du Dagano et du But, l'artillerie ennemie a continué hier le bombardement de localités habitées, causant quelques dégâts.

Dans de petites actions, dans la zone de San Michele et de San Martino del Carso, on a constaté de nouveau l'emploi, par l'ennemi, de projectiles pour fusils à balle explosible, ainsi que celui de bombes produisant des gaz asphyxiants. — CADORNA.

Communiqué belge

Rien à signaler sur le front de l'armée belge.

Toilette intime
GYRALDOSE
SUPPRIME PERTES et TOUS MALAISES
Communication à l'Académie de Médecine
Laboratoire de l'EURODONAL, 234, R. de Valenciennes, Paris.
Bouteille 4 fr., les 5 : 17 fr. 50 ; Bouteille 4 fr. 50 ; les 5 : 21 fr.

RHUME & GERVEAU
RHINO-GOMENOL
Dans toutes les bonnes pharmacies, 2 fr. 25.
et 17, rue Ambroise-Thomas, Paris, contre 2 fr. 50.

LA ROSEE remplace le **VIN**
BORDELAISE
5 fr. p. 120 lit. Flacon d'essai
p. 20 lit. Franco dom. c. 1.50.
RESTAURANT, 31, rue du Landy, CLICHY (Seine).

HOTELS RECOMMANDÉS
VICHY, HOTEL MAJESTIC.
essence garantie pour autos
L. ALETTI, directeur

M. BARTHOU A GENÈVE

L'effort de la France et de ses alliés

Emouvantes manifestations de sympathie

Genève, 28 juillet. — La conférence de M. Barthou, ancien président du Conseil, que nous avons annoncée, a eu lieu jeudi à huit heures du soir, au Victoria-Hall, devant un public considérable. Les membres du gouvernement genevois et de la municipalité étaient tous présents.

L'entrée du conférencier fut saluée par des acclamations enthousiastes.

M. Barthou, qui avait choisi comme sujet l'effort de la France et de ses alliés commença son discours au milieu d'un profond silence. Il rappela le mot de M. Viviani en août 1914 : « La France n'a pas voulu la guerre. » Dix-huit mois plus tard, le général Gallieni disait : « La France veut la guerre. » Ce n'est pas, dit M. Barthou, une contradiction ; au contraire, ces paroles rendent la mesure exacte de l'âme française. Durant quarante-trois ans, elle a supporté la plaie ouverte par l'ampulation ; elle souffrait sans se plaindre et sans troubler le monde par son impatience. Elle se mit à l'œuvre pour réparer ses forces, pour refaire son armée et développer ses ressources économiques en même temps que ses finances.

L'orateur a fait, au milieu de l'intense attention de l'auditoire, un historique à la fois précis et d'ensemble de l'œuvre de réorganisation démocratique que le gouvernement républicain espérait mener à bonne fin par la paix. Il a rappelé tous les sacrifices que la France républicaine a faits pour la paix de l'Europe, malgré les provocations constantes d'une puissance, toujours la même.

Au moment de l'affaire d'Agadir, la France, dans son désir de maintenir la paix de l'Europe, consent à ne pas faire valoir son droit et accepte même une nouvelle diminution de son territoire national.

Cette attitude a fait croire à l'Allemagne que nous étions résignés à tout plutôt que de tirer l'épée. Lorsque la France prit des mesures conformes à sa dignité et à sa sécurité, l'Allemagne les déclara comme agressives.

Elle ne comprit pas, pour la première fois depuis 1871, que certaines limites ne pouvaient être franchies.

Devant les conflits de croyances et les conflits sociaux qui remuaient la France, ou les ouvriers ne croyant pas à la guerre étaient ardens et les grèves nombreuses, l'Allemagne committait la deuxième faute de croire que la France profondément divisée ne pourrait faire face à son agression inique ; elle a commis la même erreur pour tous les peuples qui devaient un jour se lever comme un seul homme contre ses tentatives de domination.

Ce passage a été salué d'enthousiastes applaudissements qui n'ont fait que grandir jusqu'à la conclusion de ce magistral discours. Entre autres passages, l'allusion à l'attitude de la Belgique et à sa réponse sublime à celui qui reniait sa signature a suscité les plus chaleureuses acclamations.

La fin du discours a été saluée par une ovation triomphale. Les cris de : « Vive la France ! » alternaient avec les acclamations du public. La manifestation était telle que l'orateur, — fait sans précédent à Genève, — dut se relever et reprendre la parole. Il le fit en ces termes :

Je vous remercie profondément de vos applaudissements, et je les accepte comme j'en ai accepté d'autres aujourd'hui, parce que je sais à quel ils s'adressent. Je sais où ils vont et que, par-dessus ma personne, ils vont à mon pays. J'ai compris aujourd'hui — et je l'ai dit — comment vous pouvez et comment vous savez associer les devoirs les plus rigoureux d'une neutralité absolue avec l'élan du cœur et avec la liberté inaliénable de votre sympathie.

Vous êtes un pays neutre. Je ne suis pas neutre, moi, je suis français et je crie : « Vive la France ! »

A l'issue de cette conférence, une réception officielle, quoique intime, eut lieu, réception qui avait été organisée conjointement par le Grand-Conseil et le Conseil d'Etat de Genève.

M. Barthou est parti hier matin à 10 h. 10 pour Lausanne et Montreux. Il a visité les Français internés dans les sanatoriums de Chamby et de Chermex. De retour à Montreux, il a parlé au Kursaal pour les internés indigents.

Le soir, M. Barthou a pris la parole au Kursaal de Lausanne et assista à une réception organisée par les autorités du canton et de la ville. Aujourd'hui, il visitera les internés anglais de Château-d'Œx, puis le sanatorium d'Engelberg.

Les Anglais en Mésopotamie

Londres, 28 juillet (communiqué officiel). — Depuis le dernier communiqué du général Lake, la situation reste inactive. L'ennemi a tiré sur deux canonnières des deux rives de l'Euphrate aux environs de Khidr. Les canonnières ont riposté et infligé à l'ennemi de fortes pertes. Nos pertes sont d'un officier de marine et de cinq hommes blessés.

Le capitaine d'un vapeur anglais fusillé par les Allemands

Amsterdam, 28 juillet. — On mande de Berlin : « Un conseil de guerre allemand a condamné à mort et fait fusiller, à Bruges, le capitaine du vapeur britannique *Brussels*, de la Compagnie de chemin de fer Great Eastern, pris par un navire de guerre et conduit à Zeebrugge. La cause de la condamnation du capitaine est qu'il a été trouvé porteur d'un chronomètre d'honneur qui lui avait été décerné pour avoir tenté d'éprouver le sous-marin allemand U-33. »

Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de 0 fr. 50 en timbres-poste.

L'UNION SACRÉE EN ANGLETERRE

Les Trade-Unions et la guerre

Le secrétaire général envoie ses félicitations à l'armée britannique

Londres, 28 juillet. — Le secrétariat de la Fédération Générale des Trade-Unions anglaises a adressé au général sir Douglas Haig le télégramme suivant :

L'administration de la Fédération Générale des Trade Unions, représentant plus d'un million de travailleurs anglais, vous envoie, ainsi qu'à votre état-major et à vos héroïques soldats, ses plus sincères congratulations pour les succès remportés depuis le 1^{er} juillet.

Nous souhaitons également une prompte guérison aux blessés et nous offrons l'expression de notre profonde sympathie aux parents de ceux qui sont morts en défendant l'honneur et la civilisation.

Signé : Le secrétaire, APPLETON.

Le général sir Douglas Haig a répondu en ces termes :

Votre vibrant message nous a fait grand plaisir à tous. Au nom de l'armée de France et en mon nom personnel, j'ai l'honneur d'exprimer à la Fédération Générale des Trade-Unions nos plus chaleureux remerciements pour les congratulations qu'elle a adressées à l'armée anglaise pour ses succès. Les soldats de tous rangs savent jusqu'à quel point ces succès sont dus au patriotisme, à l'esprit d'abnégation et à la coopération énergique des travailleurs restés au pays.

Nouvelles diverses

Londres, 28 juillet. — L'avocat de Roger Casement n'a formulé aucune demande d'exception devant la cour des appels criminels qui s'était réunie aujourd'hui.

Londres, 28 juillet. — M. Ginnell, membre irlandais de la Chambre des Communes ou il a provoqué hier un incident, a été condamné aujourd'hui par le tribunal de simple police à 100 livres sterling d'amende ou, à défaut, à six semaines de prison pour avoir tenté d'éprouver sous un faux-nom dans des prisons où étaient détenus des émeutiers.

Rome, 28 juillet. — M. Boselli, président du Conseil, accompagné de M. Morigio, secrétaire d'Etat, est arrivé dans la zone de guerre.

Athènes, 28 juillet. — Le bruit mis en circulation concernant l'ajournement des élections grecques, sous prétexte que la démobilisation n'est pas achevée, est catégoriquement démenti par une note officielle.

Copenhague, 28 juillet. — Un journal allemand annonce que le kaiser a invité 26 princes de différents Etats d'Allemagne à visiter Wilhelmshafen et Kiel, au début de septembre, à l'occasion de fêtes dont la nature n'est pas déterminée.

Les journaux de ce matin

Représailles !

De l'Humanité (M. Pierre Renaudel) : Pourquoi le Conseil des ministres, sur cette irritante question des représailles, ne fait-il pas connaître, une fois pour toutes, un avis officiel ? Pourquoi, là aussi, semble-t-on s'en remettre au hasard des circonstances et des hommes ? Pourquoi, au lieu de se résoudre à luer — nous aussi parfois — des femmes et des enfants, n'oblige-t-on pas les chefs de l'Allemagne à se désoluer aux yeux des neutres, aux yeux de leur propre peuple, s'ils n'acceptent pas telle procédure internationale qu'on pourrait chercher pour éviter la méthode accumulative des représailles.

Les buts de la guerre

Du Rappel (M. Albert Milhaud) : C'est au moment où la Russie reprend sa marche en avant avec une ardeur allégre et avec une pleine confiance dans sa force et dans son avenir, que les Allemands voudraient tenter le coup de la paix séparée.

On ne sait qui ils injurient le plus outrageusement, si c'est la Russie, si c'est l'Angleterre, si c'est la France.

Les réformés n° 2

Du Petit Journal (M. Pierre Masse) : Quand les guerres étaient courtes, elles laissaient derrière elles des morts et des blessés, mais peu d'épuisés. Aujourd'hui la lutte est longue. La guerre use.

N'oublions pas que ses déchets sont de l'humanité, et qui souffre.

Rejetés de la fournaise, les réformés n° 1 ont, pour les consoler, la gloire, et, pour les soutenir, les pensions. Les réformés n° 2, jusqu'à présent, n'ont eu ni auréole, ni secours. On va enfin venir à leur aide.

Une grève d'ouvrières

Encore une grève d'ouvrières. Pour n'être pas employées dans une manufacture de guerre comme la maison de Dion, ces femmes qui viennent de cesser le travail n'en sont pas moins occupées par des établissements auxquels la situation actuelle ne saurait nuire quant aux affaires.

La main-d'œuvre féminine est représentée dans de modestes proportions à l'usine de la Société des Pétoles Desmarais, située rue de Rueil, à Colombes ; les salaires n'y sont pas particulièrement élevés et c'est une demande d'augmentation qui a déclenché le conflit. La direction ayant refusé d'accorder les quarante centimes réclamés par jour à titre d'indemnité de cherté de vie, une cinquantaine d'ouvrières ont quitté l'usine et les pourparlers engagés n'ont pas encore réalisé l'accord.

La campagne, un moment interrompue, du syndicat de l'habillement en faveur des couturiers et des tailleurs pour dames reprend par une réunion qui aura lieu ce soir à la Bourse du Travail.

Les coutelles entendent profiter de ce qu'elles appellent la saison du commissionnaire, pendant laquelle elles sont bousculées, pour se faire augmenter de vingt sous par jour.

3 HEURES DU MATIN

Après les communiqués

DERNIÈRES NOUVELLES DES FRONTS

Bombardement d'artillerie sur tout le front anglais, avec cependant une intensité plus grande sur certains secteurs que les Allemands désignent aujourd'hui et que nous indiquions hier avec une volonte discrète.

En Picardie, où l'action continue, la journée d'hier a marqué pour nos alliés des progrès sérieux. Les dernières résistances allemandes à Longueval sont brisées.

Ainsi s'affirme la supériorité anglaise résiste devant des contre-attaques violentes et qui fait ensuite subir son ascendant. Les Allemands n'en veulent convenir qu'à moitié. En effet, leurs journaux, en signalant la lutte au bois Deville et à Longueval, prétendent que les attaques anglaises n'ont donné à nos alliés « aucun avantage sérieux ». Non plus, disent-ils, que les nôtres dans la Meuse. Cependant, notre avance aux environs de l'ouvrage de Thiaumont est assez sensible.

Sur le front oriental, les armées du prince de Bavière ont fait à faire avec les troupes russes. Par six fois, les Russes ont attaqué l'armée du prince « avec des contingents importants » disent les Allemands, « avec des résultats instructifs », ajoutent-ils. Mais cependant ils n'osent dire qu'ils ont brisé ces attaques, car ils avouent qu'elles continuent. En fait, elles ont été fructueuses pour nos alliés.

Elles l'ont été aussi, celles qui se sont déroulées dans le secteur de Brody. Là, dit la presse germanique, les Russes ont continué leur effort toute la journée d'hier, elle ajoute — ce qui est l'aveu d'un échec — « presque jusqu'à la fin de la journée, les vaillantes troupes allemandes ont repoussé les attaques russes, empêchant l'ennemi de gagner du terrain ».

Presque jusqu'à la fin ! Et après ? Les attaques ont continué à l'est de Lesnigoy, et elles n'ont pas cessé.

Voici maintenant que les Autrichiens reconnaissent les batailles de Volhynie. Ils reconnaissent mieux encore : leur défaite. Ils la dissimulent, autant qu'ils peuvent, en la limitant au minimum et en assurant qu'elle a coûté cher aux Russes.

Comme résultat total des opérations engagées par les Russes, les Autrichiens nous donnent « un recul de leur front sur une longueur de 60 kilomètres et sur une profondeur qui n'est pas supérieure à 15 kilomètres ». C'est tout ce qu'ils osent dire ! C'est peu ! Et c'est tout le contraire de la vérité.

Comment, en si peu de terrain perdu auraient-ils pu abandonner les milliers de prisonniers qui sont aux mains des Russes ? Voilà ce qu'ils devraient expliquer.

LA GUERRE SOUS-MARINE

Combat contre un pirate

Rome, 28 juillet. — Dans la matinée du 23 juillet, peu après neuf heures, le navire italien *Re d'Italia*, a soutenu un combat contre un sous-marin, en employant son armement défensif.

Il a réussi, après une brillante action, à se dégager et à poursuivre librement sa route.

Les Spectacles

Cet après-midi :

JARDIN des TUILERIES. — 4 h. — Béatrice ; Isolde ; Sylvia ; La Traviata. Mlle Rositzky. MM. Renaud, Weber. 40 exécutants. Places : 1 fr. 10, 0,55 et 0,30.

Ce soir :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Blanchette et Pol de Carotte.
OPERA-COMIQUE. — 7 h. 45. — Manon.
VAUVILLE. — 8 h. 30. — Avalon.
GYMNASE. — 8 h. 45. — La Charrette anglaise.
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — L'Ecole du Piston et Revue.
ATHÉNÉE. — 8 h. 1/2. — Loule.
PORTES-SAINTE-MARTIN. — 8 h. 15. — La Flambee.
AMBIGU. — 8 h. 30. — Le Chemineau.
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — La Cagnotte.
BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 30. — Le Poilu ; la Farce de M. Poitevin.
RENAISSANCE. — 8 h. 15. — L'Hôtel du Libre-Echange.
APOLLO. — 8 h. 15. — Les Mousquetaires au Couvent.
TRIUMPH-LYRIQUE. — 8 h. — Le Voyage en Chine.
CHATEAU. — 8 h. 30. — Tout à l'heure. (Revue).
GAIÉTÉ-ROCHEBOUEART. — 8 h. 30. — T'es le bonjour d'Alfred !
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 40. — Le château de la mort lente, etc.
FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — Mistinguett et Revue.
Olympia. — 8 h. 30. — Polaire ; attractions.
MARIQUET. — 8 h. 30. — Sahary Djeli dans ses danses.
Les parfums, Boucot, etc.
CASINO DE PARIS. — 8 h. 30. — Cabiria.
MAYOL. — 8 h. 15. — C'est court, revue.
SCALA. — 8 h. 30. — Laisse flotter les rubans !
AMBASSADEURS. — 8 h. 1/2. — Non ! mais sans blague !
EUROPÉEN. — 8 h. 30. — Le poilu de madame.
OMNIA PATHÉ. — Le Mot de l'Enigme ; Madam Sans Peur ; Rigadin cherche l'âme sœur.
Electric Palace, 5, Bd des Italiens. — Vision de guerre ; Le Secret du Vieux Manoir, etc.

Le gérant : VICTOR ATKENSOL.

Imprimerie WELHOFF et ROGHE
16-18, rue Notre-Dame-de-Victoires, Paris.

TOUTES LES HERNIES
sont réduites sans aucune gêne, grâce au nouvel Appareil Pneumatique et sans ressort de A. CLAVIERE.
Traité de la Hernie, envoyé gratuitement, ainsi que tous conseils.
A. CLAVIERE, 234, Faubourg-Saint-Martin, 234, PARIS.
Applications tous les jours, même dimanches, de 9 h à 7 h.

LE MALT KNEIPP

Propriété et préparation de Prosper Maurel, à Juvisy-sur-Orge (Seine-et-Oise), remplace avantageusement le café dont il n'a aucun des inconvénients.

Il est la ressource de tous ceux qui souffrent de maladies de cœur, d'estomac, d'intestin, de tous les arthritiques, pour lesquels le café est un poison violent.

Il se prépare aussi facilement que le café. Il est à la fois diurétique et rafraîchissant ; son goût aromatique est très agréable. Il est adopté par tous ceux qui, après les repas, ne peuvent se contenter de l'insipide infusion de tilleul ou de camomille. Bien exiger la marque « LE MALT KNEIPP », produit exclusivement français de Prosper MAUREL, à JUVISY-sur-ORGE (Seine-et-Oise).

Se méfier des contrefaçons.